



Séance Plénière du 27 juin 2014
Convention cadre avec l'industrie de l'armement
Intervention de Jacqueline Fontaine

C'est une explication de vote « contre ».

Nous refusons de miser sur l'industrie de l'armement pour le développement de la Lorraine.

Les compétences et talents des Lorrain.es doivent être mobilisés pour des projets utiles à nos concitoyens, des projets qui améliorent la qualité de vie et pas pour des projets de mort.

La France est le 4^e exportateur d'armes. Et le business de l'armement, ce n'est quand-même pas n'importe quel commerce.

Ces armes que nous fabriquons et que nous vendons servent à alimenter les conflits à travers le monde. Et dans cette logique, les marchands d'armes ont intérêt à ce que ces conflits existent et durent pour que leur commerce se développe.

Ce commerce n'est pas innocent, et on ne peut pas se donner bonne conscience en faisant mine de croire que ces armes ne seraient que des armes de dissuasion.

Ceux qui achètent des armes, c'est le plus souvent pour s'en servir. Il suffit de lire les journaux, d'écouter les infos pour voir à quoi elles servent.

En cette année de célébration du centenaire de la grande guerre, nous voulons faire passer d'autres messages :
Des messages de paix, de tolérance et de respect.

De plus cette industrie influe sur nos politiques extérieures et pas de belle manière. Je ne citerai que 2 exemples à travers les contrats qui nous lient avec la Grèce et avec le Maroc :

- La Grèce est un des états les plus dépensiers en matière militaire. Et pourtant au plus fort de la crise grecque en 2010. La France et l'Allemagne qui sont en même temps les principaux fournisseurs en arme de la Grèce et qui lui ont imposé des mesures d'austérité, ont exigé des coupes drastiques dans les politiques publiques et se sont payé leur livraison d'arme sur l'aide que l'Europe a versé à la Grèce. On leur a donné de l'argent pour payer les armes que nous leur avons livrés !
- Le Maroc qui est notre 3^e client en matière d'armement, et pour plaire à notre ami le roi et ne pas mettre en péril ce fructueux marché, la France est le seul pays qui, au Conseil de Sécurité de l'ONU, a utilisé à plusieurs reprises son droit de veto pour empêcher une mission de protection des organismes humanitaires au Sahara Occidental, territoire occupé par le Maroc depuis plus de 30 ans.

Avant de finir, je voudrais répondre à Mme Morano, effrayée par l'éco-agronomie :

Avez-vous entendu parler des phyto-victimes ?

Avez-vous entendu parler des perturbateurs endocriniens ?

Avez-vous entendu parler de l'épidémie de maladies chroniques ?

Et du rôle de l'alimentation et des produits phytosanitaires dans tous ces désordres ?

Pour ma part, je suis plus effrayée par l'utilisation des armes que nous vendons, que par l'éco-agronomie ou agro-écologie. Mes collègues Ahmed Remaoun et François Thiery qui la pratiquent au quotidien s'en portent plutôt bien et je souhaite au plus grand nombre d'entre nous de pouvoir en bénéficier.

Pour en revenir à notre sujet, mon groupe votera « contre » cette convention. Nous ne soutiendrons pas une collaboration de la Région Lorraine avec la Direction Générale de l'Armement.

Nous savons qu'il y a d'autres pistes pour développer des activités répondant à des besoins du XXI^e siècle qui sont entre autre :

- Bien habiter
- Bien se nourrir
- Préserver/restaurer la qualité de notre environnement
- Et surtout bien vivre ensemble et aussi au-delà de nos frontières